

RCS : MEAUX
Code greffe : 7701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2011 B 00830
Numéro SIREN : 532 096 484
Nom ou dénomination : EP HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 13/06/2018 sous le numéro de dépôt 3751

EP HOLDING
Société par actions simplifiée au capital de 100 000 euros
Siège social : 40 Quai Sadi Carnot
77100 MEAUX
532 096 484 RCS MEAUX

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 22 DECEMBRE 2017

DECISION D'AFFECTATION DU RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2017

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2017 s'élevant à 302 443 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	302 443 euros
A titre de dividendes	30 000 euros
Soit 300 euros par action	
Le solde	272 443 euros
En totalité au compte "report à nouveau" qui s'élève ainsi à 652 371 euros.	

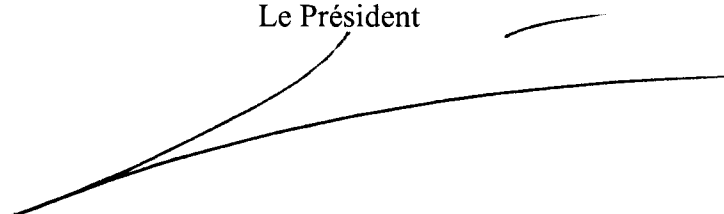
Le dividende sera mis en paiement au siège social le 22/12/2017.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017 éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 30 000 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Conformément à la loi, l'associé unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 30 septembre 2016 : 25 000,00 euros
Exercice clos le 30 septembre 2015 : 20 000,00 euros
Exercice clos le 30 septembre 2014 : 15 000,00 euros

Certifié conforme
Le Président



15
5
4
3
S
8
2

Bilan Actif

BILAN ACTIF	Du 01/10/2016 au 30/09/2017			Au 30/09/2016
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	1 833 941		1 833 941	1 449 241
Créances rattachées à des participations	48 721		48 721	48 721
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	101		101	100
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	1 882 763		1 882 763	1 498 062
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de production : - De biens				
- De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commande				
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	115 619		115 619	117 538
Autres	812 054		812 054	490 404
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres titres				
<i>Instruments de trésorerie</i>				
Disponibilités	54 670		54 670	53 316
Charges constatées d'avance	197		197	279
TOTAL II	982 540		982 540	661 535
Frais d'émission d'emprunt à étaler III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecarts de conversion actif V				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 865 303		2 865 303	2 159 597

Bilan Passif

BILAN PASSIF	Du 01/10/2016	Du 01/10/2015
	Au 30/09/2017	Au 30/09/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel (dont versé) 100 000	100 000	100 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Légale	10 000	10 000
- Statutaires ou contractuelles		
- Réglementées		
- Autres		
Report à nouveau	379 928	128 615
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	302 443	276 313
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	792 371	514 928
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL I (bis)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour :		
- Risques		
- Charges		
TOTAL II		
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes :		
- Auprès des établissements de crédit	841 375	1 015 073
- Financières diverses	622 789	391 598
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes :		
- Fournisseurs et comptes rattachés	5 113	3 420
- Fiscales et sociales	68 388	96 587
- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	535 267	137 991
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	2 072 933	1 644 669
Ecart de conversion passif IV		
TOTAL GENERAL (I + I bis + II + III + IV)	2 865 303	2 159 597

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Au 30/09/2017			Au 30/09/2016
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue : - De biens - De services	440 894		440 894	408 681
Chiffre d'affaires net	440 894		440 894	408 681
Production : - Stockée - Immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges				
Autres produits			2	298
TOTAL I			440 896	408 979
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			27 103	37 737
Impôts, taxes et versements assimilés			3 380	2 580
Salaires et traitements			125 715	120 444
Charges sociales			50 523	49 280
Dotations aux : - Amortissements sur immobilisations - Dépréciations sur immobilisations - Dépréciations sur actif circulant - Provisions pour risques et charges				
Autres charges			6	97
TOTAL II			206 727	210 139
* Y compris : - Redevances de crédit-bail mobilier - Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			234 169	198 840
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			154 388	154 235
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé			2	
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL V			154 390	154 235
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			15 002	15 739
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements				
TOTAL VI			15 002	15 739
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			139 387	138 496
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)			373 556	337 336

Compte de résultat (Suite)

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)	Au 30/09/2017	Au 30/09/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 702	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL VII	1 702	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VIII		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	1 702	
Participations des salariés IX		
Impôts sur les bénéfices X	72 816	61 023
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	596 988	563 214
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	294 545	286 901
BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	302 443	276 313

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 – articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2017 dont le total est de 2 865 303 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 302 443 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2016 au 30/09/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 2014 approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014
- La loi n° 83 353 du 30 avril 1983
- Le décret 83 1020 du 29 novembre 1983
- Les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Faits caractéristiques

Néant

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

En date du 22/11/2017 le tribunal de commerce de Béziers a prononcé : l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée sans activité L641-1 à l'égard de la SAS Gestion Locale.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes :

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions :

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Suivi de l'utilisation du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité des Entreprises (CICE) :

Ce Crédit d'Impôt a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique, et de reconstitution de leurs fonds de roulement. Nous avons en ce qui nous concerne, voulu faire porter l'effort sur les investissements et/ou sur l'amélioration du fonds de roulement, éléments qui permettront à l'entreprise de supporter mieux les difficultés économiques si elles se poursuivent ou de faire face à une éventuelle phase de croissance en cas de retournement de la conjoncture économique générale.

Changements de méthodes :

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas eu de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

G2B & ASSOCIES

EP HOLDING

Exercice clos le 30 septembre 2017

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

G2B & ASSOCIES
4, Avenue de l'Opéra
75001 PARIS

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
Régionale de Paris

EP HOLDING
Exercice clos le 30 septembre 2017

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

A l'Associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique du 1^{er} septembre 2015, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EP HOLDING relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société EP HOLDING à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période 1^{er} octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Evénements significatifs postérieurs à la clôture » de l'annexe, concernant la participation dans la SAS Gestion Locale.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

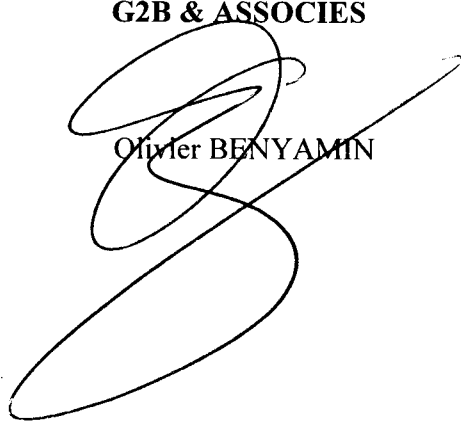
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 5 décembre 2017

Le Commissaire aux Comptes,

G2B & ASSOCIES

Olivier BENYAMIN



Bilan Actif

BILAN ACTIF	Du 01/10/2016 au 30/09/2017			Au 30/09/2016
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	1 833 941		1 833 941	1 449 241
Créances rattachées à des participations	48 721		48 721	48 721
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	101		101	100
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	1 882 763		1 882 763	1 498 062
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de production : - De biens - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commande				
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	115 619		115 619	117 538
Autres	812 054		812 054	490 404
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres titres				
<i>Instruments de trésorerie</i>				
Disponibilités	54 670		54 670	53 316
Charges constatées d'avance	197		197	279
TOTAL II	982 540		982 540	661 535
Frais d'émission d'emprunt à évaluer III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecarts de conversion actif V				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 865 303		2 865 303	2 159 597

Bilan Passif

BILAN PASSIF	Du 01/10/2016	Du 01/10/2015
	Au 30/09/2017	Au 30/09/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel (dont versé) 100 000	100 000	100 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
- Légale	10 000	10 000
Réserves :		
- Statutaires ou contractuelles		
- Réglementées		
- Autres		
Report à nouveau	379 928	128 615
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	302 443	276 313
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	792 371	514 928
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL I (bis)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour :		
- Risques		
- Charges		
TOTAL II		
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes :		
- Auprès des établissements de crédit	841 375	1 015 073
- Financières diverses	622 789	391 598
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
- Fournisseurs et comptes rattachés	5 113	3 420
Dettes :		
- Fiscales et sociales	68 388	96 587
- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	535 267	137 991
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	2 072 933	1 644 669
Ecart de conversion passif IV		
TOTAL GENERAL (I + I bis + II + III + IV)	2 865 303	2 159 597

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Au 30/09/2017			Au 30/09/2016
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue : - De biens				
- De services	440 894		440 894	408 681
Chiffre d'affaires net	440 894		440 894	408 681
Production : - Stockée				
- Immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges				
Autres produits			2	298
TOTAL I			440 896	408 979
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			27 103	37 737
Impôts, taxes et versements assimilés			3 380	2 580
Salaires et traitements			125 715	120 444
Charges sociales			50 523	49 280
Dotations aux : - Amortissements sur immobilisations				
- Dépréciations sur immobilisations				
- Dépréciations sur actif circulant				
- Provisions pour risques et charges				
Autres charges			6	97
TOTAL II			206 727	210 139
* Y compris : - Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			234 169	198 840
Bénéfice attribué ou perte transférée III				
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			154 388	154 235
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé			2	
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL V			154 390	154 235
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			15 002	15 739
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements				
TOTAL VI			15 002	15 739
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			139 387	138 496
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV + V - VI)			373 556	337 336

Compte de résultat (Suite)

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)	Au 30/09/2017	Au 30/09/2016
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	1 702	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL VII	1 702	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VIII		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	1 702	
Participations des salariés IX		
Impôts sur les bénéfices X	72 816	61 023
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	596 988	563 214
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	294 545	286 901
BENEFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	302 443	276 313

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 – articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2017 dont le total est de 2 865 303 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 302 443 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2016 au 30/09/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 2014 approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014
- La loi n° 83 353 du 30 avril 1983
- Le décret 83 1020 du 29 novembre 1983
- Les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Faits caractéristiques

Néant

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

En date du 22/11/2017 le tribunal de commerce de Béziers a prononcé : l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée sans activité L641-1 à l'égard de la SAS Gestion Locale.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes :

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions :

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Suivi de l'utilisation du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité des Entreprises (CICE) :

Ce Crédit d'Impôt a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique, et de reconstitution de leurs fonds de roulement. Nous avons en ce qui nous concerne, voulu faire porter l'effort sur les investissements et/ou sur l'amélioration du fonds de roulement, éléments qui permettront à l'entreprise de supporter mieux les difficultés économiques si elles se poursuivent ou de faire face à une éventuelle phase de croissance en cas de retournement de la conjoncture économique générale.

Changements de méthodes :

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas eu de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL			
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations	1 497 962		384 700
- Titres immobilisés	100		1
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	1 498 062		384 701
TOTAL GENERAL	1 498 062		384 701

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agenets et aménagt. const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agenets et aménagt. divers				
- De transport				
Matériel :				
- De bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations			1 882 662	
- Titres immobilisés			101	
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			1 882 763	
TOTAL GENERAL			1 882 763	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL				
TOTAL GENERAL				

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
	Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et dvp.							
Autres postes d'immo. incorporelles							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions :							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenets et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			TOTAL GENERAL NON VENTILE		

CADRE C				
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
Provisions pour : - Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				
Risques et charges				
Provisions pour : - Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL				

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations : - Incorporelles				
- Corporelles				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participations				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL				
TOTAL GENERAL				
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	48 721		48 721
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	115 619	115 619	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	944	944	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 844	2 844	
Divers			
Groupe et associés (2)	807 960	807 960	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	307	307	
Charges constatées d'avance	197	197	
TOTAL	976 591	927 870	48 721
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- A 1 an max. à l'origine	236	236		
- A plus d'1 an à l'origine	841 139	177 633	632 380	31 126
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 113	5 113		
Personnel et comptes rattachés	4 445	4 445		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	26 815	26 815		
Impôts sur les bénéfices	11 792	11 792		
Taxe sur la valeur ajoutée	25 007	25 007		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	330	330		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	622 789	622 789		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	535 267	535 267		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 072 933	1 409 427	632 380	31 126
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	173 531			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	36 092			

Charges à payer
(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2017	30/09/2016
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 509.05	1 676.46
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 600.00	3 000.00
Dettes fiscales et sociales	6 653.00	8 432.89
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 300.80	384.59
TOTAL	13 062.85	13 493.94

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2017	30/09/2016
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 509.05	1 676.46
168840 INT COURUS/EMPRUNTS	1 272.81	1 676.46
518600 BANQUES INTERETS COURUS A PAYER	236.24	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 600.00	3 000.00
408100 FOURN FACTURES NON PARVENUES.	3 600.00	3 000.00
Dettes fiscales et sociales	6 653.00	8 432.89
428200 PERS CONGES A PAYER	4 445.00	5 865.73
438200 ORG.SOC. CONGES A PAYER	1 878.00	2 547.66
448200 ETAT CHARGES FISCALES A PAYER		19.50
448600 ETAT AUTRES CHARGES A PAYER	330.00	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 300.80	384.59
468600 CHARGES A PAYER	1 300.80	384.59
TOTAL	13 062.85	13 493.94

Produits à recevoir
(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2017	30/09/2016
Créances rattachées à des participations	48 721.00	48 721.00
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	21 877.20	36 000.00
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	70 598.20	84 721.00

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2017	30/09/2016
Créances rattachées à des participations	48 721.00	48 721.00
267910 CREANCES PART LE RETOUR	48 721.00	48 721.00
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	21 877.20	36 000.00
418100 CLIENTS FACTURES A ETABLIR	21 877.20	36 000.00
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	70 598.20	84 721.00

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2017	30/09/2016
Produits : - D'exploitation		
- Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL		

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2017	30/09/2016
Charges : - D'exploitation	197	279
- Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	197	279